



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 3 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, M. MONMARCHON, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme MERCHADOU, M. GEDON à M. ELIAS, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE, Mme LANDAIS à M. BAILLARGEAT

Etaient absents:

M. GABARD, M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 20
Conseillers votants : 24

Pour : 19
Contre : 4
Abstention : 1

7 – VENTE DU BÂTIMENT ' CINÉMA LE MONTEIL '

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et des opérations immobilières.

La ville est propriétaire de la parcelle cadastrée AR 155, située rue Ubain Albouy, sur laquelle se trouve l'école de musique et l'ancien cinéma « Le Monteil ».

Dans le cadre de ses projets de développement, l'Office Public de l'Habitat départemental de la Gironde, GIRONDE HABITAT, souhaite acquérir le bâtiment qui recevait jusqu'en 2013, le cinéma « Le Monteil ». Il s'agirait d'y construire de nouveaux logements en cohérence avec les travaux réalisés dans l'ancienne école Saint Romain.

Après négociation, le prix d'acquisition de ce bâtiment a été arrêté à 150 000 €.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M le Maire à :

- vendre ce bâtiment à GIRONDE HABITAT au prix de 150 000 €
- signer tous les documents afférents à cette opération.

Les crédits sont prévus au budget principal M14, chapitre 77 article 775.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 25 novembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 04/12/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20191203-60240-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

